



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 31/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IBE TEXTILES COLORS

4 route de Valence
26760 Beaumont-Lès-Valence

Références : 20250731-RAP-DAEN0898

Code AIOT : 0006102492

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement IBE TEXTILES COLORS implanté 4 route de Valence 26760 Beaumont-lès-Valence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IBE TEXTILES COLORS
- 4 route de Valence 26760 Beaumont-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site IBE, situé au cœur de Beaumont-Les-Valence, est spécialisé dans l'impression sur étoffe à partir de machines rotatives et d'impression jet d'encre.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Samedi 28 juin entre 13h et 13h30, une personne du conseil municipal de Beaumont aperçoit un écoulement noirâtre à environ 10 mètres en aval du pont correspondant à la photo prise par l'OFB. Cette personne alerte les pompiers.

Le responsable maintenance de la société IBE est informé de la situation et se rend sur place.

Comprenant le problème, il enlève un bouchon mis en place pour obstruer la canalisation de rejet vers le bassin d'homogénéisation de l'effluent avant évacuation vers la STEP de Portes Les Valence.

La canalisation située sous le lit de l'Ecoutay est en mauvais état et laisse passer le rejet coloré.

Après avoir enlevé le bouchon, l'effluent s'écoule à nouveau vers le bassin et non dans le cours d'eau.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 4.3.4	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les écoulements repérés sont dus à une canalisation du site IBE située sous le lit du cours d'eau qui présente un défaut d'étanchéité. Le problème d'écoulement est résolu par un dispositif temporaire. L'inspection de l'environnement attend des propositions de solutions techniques visant à réparer ou remplacer cette canalisation. On notera que, selon la solution technique retenue, le contexte procédural d'intervention dans le lit du cours d'eau et de répartition des compétences (commune, industriel, services de l'Etat) nécessite auparavant d'être clairement établi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux accidentels
Prescription contrôlée :

4.3.4 - Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour la réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils devront être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement, donneront lieu à compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Problème de la canalisation

Ce problème est connu de l'exploitant. Cette canalisation est située sous le lit bétonné de l'Ecoutay. Elle relie le point de regroupement des rejets usine au bassin de traitement des effluents situé de l'autre côté de l'Ecoutay.

Lorsque le niveau d'eau de l'Ecoutay est suffisant, l'eau du cours d'eau pénètre la canalisation d'IBE en mauvais état et non étanche. L'entrée d'eau claire dans la canalisation étant problématique pour l'efficacité du traitement des effluents en aval, l'exploitant met en place un bouchon lorsque l'usine est arrêtée pour maintenir suffisamment de pression dans la canalisation et empêcher l'eau d'y pénétrer.

Le niveau du cours d'eau étant très bas au moment des faits, le différentiel de pression s'est inversé et c'est le rejet industriel non traité qui est sorti dans l'Ecoutay.

Les travaux pour refaire cette canalisation sont importants, avec une potentielle intervention dans le lit artificialisé du cours d'eau. L'exploitant estime que cette problématique pourrait être traitée conjointement avec la commune dont le réseau n'est pas de très bonne qualité. Des rejets d'eau usée non traitée rejoignent l'Ecoutay en amont immédiat du pont lors d'épisodes pluviaux de fortes intensité.

L'exploitant indique avoir tenté de se mettre en contact avec le maire depuis plusieurs années pour traiter le problème de canalisation mais il indique ne pas avoir obtenu de réponse.

Plusieurs solutions ont été étudiées comme par exemple chemiser la canalisation. L'exploitant indique que les coûts sont importants. La société présente une situation économique difficile et est placée en redressement judiciaire depuis mars 2025.

Environnement

L'Ecoutay est un cours d'eau dégradé. Les colorants présents dans le rejet sont fortement dilués. Les FDS des 3 produits concernés indiquent pour chacun d'eux qu'ils ne sont pas considérés comme toxique pour les organismes aquatiques. La pollution est visuelle par coloration du cours d'eau (colorant noir au moment des faits). L'impact environnemental de l'accident reste limité.

A ce stade l'incident est réglé car le bouchon reste enlevé et l'effluent ne rejoint plus le cours d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La canalisation n'étant plus étanche, l'exploitant doit mettre en œuvre des solutions pour la réparer ou la changer.

L'inspection de l'environnement demande à l'exploitant de lui transmettre les solutions techniques envisageables pour pallier à cette situation, sur la base d'une argumentation technico-économique, d'identifier la solution retenue, ainsi que le calendrier de mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective – demande de justificatifs**Délai :** fin septembre